

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 65-67

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__65_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 3 — MARS 1909

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1909

• **SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 20 janvier 1909. — Election d'un membre titulaire. — Nécrologie. — Correspondance : M. le Secrétaire général. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication de M. Alfred Neymarck sur les institutions de crédit depuis cinquante ans; discussion : M. Delatour.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. G. PAYELLE, président. Le procès-verbal de la dernière séance est adopté sans observations.

Conformément aux statuts, il est procédé à l'élection, comme *membre titulaire*, de M. DEVILLE-CHABROLLE, présenté dans la dernière séance. L'admission est prononcée à l'unanimité.

M. le PRÉSIDENT a le regret d'annoncer le décès de M. Charles Letort, notre collègue pendant vingt ans. Sa santé le tenant éloigné de nos séances, il avait cru devoir, il y a quelques années, se retirer de la Société. Comme chef de Cabinet de notre éminent collègue, M. Léon Bourgeois, alors Ministre de l'instruction publique, M. Letort s'était beaucoup employé pour nous faire obtenir une subvention. Son érudition économique et l'affabilité de son caractère étaient très appréciées parmi nous comme à la Société d'économie politique, dont il avait été pendant vingt ans questeur-trésorier.

M. le Président estime être l'interprète de la Société en adressant à M^{me} V^{ve} Letort et à son fils l'expression des condoléances de la Société de statistique.

La parole est donnée à M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour la lecture de la correspondance.

M. Fléchet fait part à la Société d'une circulaire du Ministre de l'instruction publique, relative au Congrès des Sociétés savantes qui doit se tenir prochainement à Rennes, et dont la date d'ouverture, primitivement fixée au 13 avril, est avancée et fixée au 3 avril, à 2 heures.

Il donne ensuite communication d'une circulaire de la Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité informant les membres de la Société que le banquet annuel de la Ligue aura lieu à la fin de mars au Palais d'Orsay⁽¹⁾.

(¹) S'adresser, pour tous les détails, au secrétariat général de la Ligue, 78, rue Bonaparte.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de notre collègue, M. le député von Lindheim, de Vienne (Autriche), informant qu'il adresse à la Société, sous le titre de *Saluti Senectutis ; La valeur et la durée de la vie moyenne dans l'État moderne*, un volume dont il sera rendu compte ultérieurement, conformément au désir exprimé par l'auteur. On rappellera simplement que ce volume fait suite à une première étude : *Saluti aegrorum* ou *Devoirs qui incombent aux États modernes de soigner les malades*, qui a été l'objet d'une Note bibliographique dans le présent Journal (*).

M. le Secrétaire général présente ensuite les ouvrages reçus dans la dernière séance, et dont on trouvera la liste page 100. Il attire particulièrement l'attention sur une brochure de notre collègue, M. Hayem (Jules), intitulée : *Le Tarif actuel et le Tarif proposé des douanes françaises*. Les dispositions ingénieuses des tableaux comparatifs, dus en grande partie à notre collègue, M. Cohen, permettent le rapprochement commode et rapide des divers articles envisagés aux deux points de vue. En outre, des signes abrégatifs indiquent immédiatement s'ils sont, dans le projet, l'objet d'additions, de remaniements, etc.

L'ordre du jour appelle la communication de M. Alfred Neymarck sur *les établissements de crédit depuis cinquante ans, leur rôle, leurs opérations, leur développement*.

M. Alfred NEYMARCK indique l'ordre qu'il suivra dans sa communication. Il estime que, dans les discussions récentes qui ont eu lieu à propos des établissements de crédit, il est utile que la statistique, par des chiffres précis, puisse montrer exactement quel a été le rôle de ces organismes financiers. Il passe successivement en revue et dans tous leurs détails les principaux comptes de ces sociétés, en faisant porter ses relevés sur une longue période d'années jusqu'à l'époque actuelle. Il les explique, les compare et les commente. Nous analyserons sommairement cette communication qui sera reproduite *in extenso* dans un prochain numéro avec les graphiques qui l'accompagnent.

La Banque de France, dont l'encaisse totale était de 513 millions en 1860, possède aujourd'hui 4 milliards 520 millions de réserve métallique. Elle dispense le crédit à des conditions plus légères que dans aucun pays, et cela au profit du petit commerce et de la petite industrie, comme le montre la moyenne des effets escomptés, tombée de 1 350 francs en 1860 à 585 fr. en 1908. Elle verse à l'État plus du tiers des bénéfices distribués aux actionnaires, et la statistique de la répartition de ses actions prouve combien elles sont démocratisées.

Au Crédit foncier, la majorité des actionnaires est également composée de petits capitalistes ; M. Neymarck montre les progrès des prêts hypothécaires et communaux, ainsi que du montant des obligations foncières et communales en circulation, et fait ressortir l'extrême diffusion de ces titres.

Passant ensuite aux banques privées, il examine les statistiques de la Banque de Paris et des Pays-Bas, du Crédit lyonnais, de la Société générale, du Comptoir national d'escompte, du Crédit industriel et commercial. Toutes ces données sont accompagnées de graphiques.

Des faits et des chiffres cités, M. Neymarck conclut que la concurrence des sociétés de crédit sur le marché de l'escompte a été profitable au commerce et à l'industrie. L'intérêt modique qu'elles paient à leurs déposants constitue pour ceux-ci un avantage sur la période antérieure. Les emprunteurs hypothécaires ont également profité de la baisse du taux de l'intérêt.

L'accumulation des capitaux dans les sociétés de crédit a rendu productives des sommes autrefois improductives ; elle a contribué au placement des titres des compagnies de chemins de fer et de l'État lui-même. Cette mise au jour de l'épargne a seule pu permettre le développement des placements des capitaux en valeurs mobilières.

(*) Voir numéro de juillet 1905, p. 242.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Alfred Neymarck de sa très intéressante communication et donne la parole à M. Delatour.

M. DELATOUR tient à constater que si on examine la situation financière de la France, on reconnaît qu'incontestablement elle est de premier ordre ; c'est donc que, dans son ensemble, l'organisation est bonne.

A la tête se trouve la Banque de France que, depuis les dernières crises notamment, on donne partout comme modèle. Pendant la paix elle assure à l'industrie et au commerce l'argent à bon marché par le bas prix du taux de l'escompte, et elle donne, pour le cas de crise, le point d'appui précieux d'une encaisse exceptionnellement bien pourvue.

Puis viennent le Crédit foncier, dont l'action a été spécialement féconde pour la vulgarisation du crédit hypothécaire, les Banques d'affaires, enfin les Banques de dépôts. L'orateur ne veut en citer aucune, mais il constate que, dans l'ensemble, l'orientation de ces établissements correspond vraiment à la mentalité de la clientèle française qui veut avant tout des placements tranquilles, de tout repos, facilement réalisables, et ne laissant malheureusement qu'une faible part à l'esprit d'entreprise. S'il n'en était pas ainsi et si une véritable lacune subsistait, elle serait d'ailleurs vite comblée, car le besoin créerait l'organe et ce ne sont pas les capitaux qui manqueraient en France pour cette création.

Vu l'heure avancée, la communication de M. Lucien MARCH, sur *le développement des institutions d'assistance publique*, est remise à la prochaine séance.

La séance est levée à 11^h 15.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
G. PAYELLE.
